

L'Education et la Formation, contrepoison du populisme ?

Vincent GIRET, dans une chronique du Monde du 17 mars dernier, réfléchit sur les racines du populisme et donc les moyens de lutter contre. Il prend l'exemple des Pays-Bas, pays qui affiche une santé économique insolente, pour affirmer que les déterminants économiques ne peuvent tout expliquer du développement du populisme. De même que la mondialisation « *qui percuterait les identités, les imaginaires sociaux qui ont tenu les nations pendant des siècles* », provoquant « *l'attrait pour un protectionnisme économique, social et encore plus culturel* ».

Il met en avant la rapidité des multiples mutations déboussolant, déstabilisant et malmenant nombre de catégories sociales. « *Nos démocraties occidentales vivraient d'abord et avant tout une crise du temps* ». Il cite un éditorialiste du New York Times, Thomas L. Friedman : « *il y a une dissymétrie entre l'accélération du rythme du changement et notre capacité à inventer les systèmes d'apprentissage, de formation et de management, les amortisseurs sociaux et les régulations qui permettraient aux citoyens de tirer le meilleur de ces accélérations, tout en atténuant leurs pires effets. Le monde n'est pas seulement en train de changer à toute vitesse, il se reconfigure en profondeur et se met à fonctionner différemment dans de multiples domaines à la fois* ».

Il désigne la numérisation « *quasi illimitée des choses* » comme moteur principal de cette machinerie qui bouleverse le travail (et je rajoute la vie personnelle).

Vouloir ralentir le progrès technologique lui paraît vain : il ne reste d'autre option « *que de travailler à muscler la résilience des sociétés, qui dépend à 90 % de l'apprentissage* » dit Friedman.

La lutte contre le populisme passerait donc principalement par l'Education et la Formation ? Après la conférence de Philippe Meirieu que le club Convaincre a organisé en janvier dernier, il nous est difficile de dire le contraire. Même si elle portait principalement sur le terrorisme, on ne peut que rapprocher les deux phénomènes, terrorisme et populisme : dans les deux cas l'enjeu est l'émancipation par la connaissance.

Nous ferons cependant deux remarques :

- Méfions nous d'une vision trop institutionnalisée de l'Education et de la Formation. En cette matière on redécouvre fortement aujourd'hui les vertus de la formation « en situation de travail » ou de l'Education « en alternance » ; c'est-à-dire, les vertus que comporte le fait d'accrocher intimement à la vraie vie les modalités du

processus d'acquisition des compétences, qu'elles soit professionnelles, sociales ou sociétales. Mais cela demande de mettre en place les conditions et l'organisation nécessaires ; cela ne va pas de soi, cela concerne tous les acteurs et exige évidemment que l'objet soit érigé en objectif explicite dans toutes les organisations concernées, certes à l'Ecole, mais aussi au travail, et dans tous les lieux de la vie sociale. Ne nous déchargeons pas de tous les maux de la société sur les enseignants ou les formateurs !

- L'accélération indéniable des changements, tout particulièrement dans le champs économique, ne met-elle pas en défaut le théorème de Joseph Schumpeter, célèbre économiste de la première moitié du XXème siècle, sur la « destruction créatrice » ? Selon ce théorème, si une innovation détruit des activités et donc des emplois, son déploiement en crée tout autant. S'il oublie le facteur temps dans son raisonnement, c'est qu'à son époque la diffusion des innovations et la destruction des anciennes activités se déroulaient à un rythme qui laissaient le temps des adaptations et reconversions...quoique. En tout cas aujourd'hui ce n'est manifestement plus le cas sans une intervention volontariste des acteurs politiques, mais aussi ceux de la société civile. Cela porte un nom, l'Innovation sociale, qu'on ne peut réduire à l'Education et à la Formation.

C'est sur ces deux pieds que se construira la résilience de la société à la rapidité des changements technologiques. Et on se permettra de rappeler, au cas où le lecteur l'aurait oublié, qu'il ne peut pas y avoir d'innovation sociale sans association des parties prenantes à la construction de l'innovation. La conduite participative du changement école de la démocratie ? Peut-on rêver meilleur remède au populisme ? Tout se complique, mais tout s'éclaire !

Ya pu qu'à y faire, comme on dit à Lyon.